Séance publique du 13 décembre 2004

Délibération n° 2004-2366

commission principale : finances et institutions

objet : **Budget primitif 2005 - Budget annexe du restaurant communautaire**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de la prévision budgétaire

Le Conseil,

Vu le rapport du 25 novembre 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le restaurant communautaire offre deux prestations :

- un self-service réservé aux agents communautaires et aux tiers admis sous certaines conditions définies par la délibération n° 2001-0335 en date du 5 novembre 2001, cette prestation est soumise au taux réduit de 5,50 % selon le décret n° 2001-237 du 20 mars 2001,
- un restaurant dit officiel, qui propose une restauration comparable à celle du secteur concurrentiel et qui est soumise au taux de 19,60 %.

L'obligation fiscale d'assujettissement à TVA des cantines administratives offrant droit à déduction de la taxe sur les dépenses a imposé la création d'un budget annexe du restaurant communautaire afin d'individualiser les dépenses et les recettes afférentes à cette activité.

Il retrace, pour leurs montants hors taxes, tous les flux financiers concernant l'activité : frais de production, frais de personnel, de maintenance et entretien des locaux de même que les recettes issues de la vente des repas. La TVA, due et récupérée, est gérée hors budget par le comptable de la Communauté urbaine. Ce budget s'équilibre par une subvention du budget principal, autorisée par la réglementation.

Le projet de budget primitif 2005 du budget annexe du restaurant communautaire a été arrêté, en dépenses et en recettes, à 2 577 820 €. Une section d'investissement a été créée pour le financement des travaux de mise aux normes et de réaménagement des locaux. La subvention du budget principal s'élève au total à 1 891 000 €.

Budget primitif 2005 - budget annexe du restaurant - synthèse (en €HT) - tableau n° 1 -

Libellé	Budget primitif 2004	Budget primitif 2005	Evolution 2005-2004
Recettes réelles de fonctionnement	2 160 637	2 224 000	2,93 %
dont prix des repas	651 000	662 000	1,69 %
dont subvention budget principal	1 494 637	1 552 000	3,84 %
mouvements d'ordre	0	7 410	ns

total recettes de fonctionnement	2 160 637	2 231 410	3,28 %
Dépenses réelles de fonctionnement	2 160 637	2 224 000	2,93 %
dont frais de personnel	1 224 037	1 335 519	9,11 %
dont fonctionnement restaurant officiel	116 000	91 000	- 21,55 %
dont fonctionnement restaurant administratif	612 000	614 000	0,33 %
amortissements-provisions	0	7 410	ns
virement à la section d'investissement	0	0	
total dépenses de fonctionnement	2 160 637	2 231 410	3,28 %
Autofinancement brut	0	0	
recettes réelles d'investissement	0	339 000	ns
recettes opérationnelles	0	339 000	ns
subvention du budget principal			
mouvements d'ordre		7 410	ns
virement de la section de fonctionnement		0	
total recettes d'investissement	0	346 410	ns
dépenses réelles d'investissement	0	339 000	ns
investissements opérationnels		339 000	ns
mouvements d'ordre		7 410	ns
total dépenses d'investissement	0	346 410	ns
total budget primitif	2 160 637	2 577 820	19,31 %

I- Fonctionnement

La section de fonctionnement a été arrêtée, tous mouvements confondus, à 2 231 410 € équilibrée en charges et en produits.

En mouvements réels, les dépenses et les recettes sont prévues à hauteur de 2224 000 € en augmentation de 2,93 % par rapport à 2004.

Comme pour tous les restaurants, le poste le plus élevé est celui consacré à la rémunération du personnel. En 2004, sur une prévision de 1,201 M€, la dépense effective sera probablement de l'ordre de 1,217 M€. Cette augmentation est due au recrutement du chef du projet de la réorganisation du service et d'un agent d'entretien en remplacement de deux agents partis en 2003. L'effectif de 39 agents doit rester stable en 2005, la projection de masse salariale s'établirait à 1,308 M€ du fait du glissement, vieillissement, technicité (GVT) et de l'augmentation des charges sociales.

Après les charges de personnel, le deuxième poste de dépenses concerne l'approvisionnement en produits alimentaires qui sera de 0,710 M€.

Les frais d'entretien, la consommation des fluides : eau, gaz, électricité et le renouvellement de petit matériel et vaisselle sont provisionnés à hauteur de 0,156 M€.

Les agents déjeunant au restaurant administratif payent un prix de repas, assujetti à la TVA au taux de 5,5 %.

Les organisateurs de repas au restaurant officiel payent pour leurs convives un prix taxé à la TVA au taux de 19,6 %.

En 2003, le nombre de repas servis au self a été de 148 556, soit 600 repas en moyenne par jour. En 2004, la fréquentation du self est en hausse sensible : 133 347 repas ont été servis le 31 octobre, soit plus de 650 repas en moyenne journalière.

Le total des recettes est attendu en 2005 en légère augmentation à hauteur de 0,662 M€. Cependant cette somme ne permet pas de couvrir les coûts de fonctionnement, et l'équilibre de cette section doit être assuré par une subvention prévisionnelle du budget principal de 1,552 M€, ce qui correspond à une prise en charge moyenne du déficit de l'ordre de 10 € par repas. Cette participation est calculée de façon à rechercher l'équilibre sans créer d'autofinancement.

Le tableau n° 2 ci-dessous présente une ventilation par nature des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement.

Budget primitif 2005 - budget annexe du restaurant - fonctionnement (en €) - tableau n° 2

Nature	Budget primitif 2004	Budget primitif 2005	Evolution en %
Dépenses			
subvention au comité social	7 895	8 092	2,50 %
assurances	10 210	10 000	- 2,06 %
informatique	8 670	8 800	1,50 %
alimentation	730 215	709 760	- 2,80 %
frais médicaux, honoraires	5 824	3 800	- 34,75 %
formation	46 768	18 540	- 60,36 %
masse salariale	1 201 253	1 308 393	8,92 %
frais d'entretien et fluides	149 100	155 900	4,56 %
dépenses imprévues	202	215	6,44 %
annulations sur exercices antérieurs	500	500	
total des dépenses de fonctionnement	2 160 637	2 224 000	2,93 %
Recettes			
produit du restaurant	651 000	662 000	1,69 %
remboursement personnel	15 000	10 000	-33,33 %
participation au budget principal	1 494 637	1 552 000	3,84 %
total des recettes de fonctionnement	2 160 637	2 224 000	2,93 %

II - Investissement :

La mise aux normes du restaurant nécessite le changement de matériel mais également le réaménagement des locaux. La dynamique créée par le renouveau du self sera développée pour le rendre plus attractif afin de l'utiliser comme un véritable lien de cohésion sociale.

Les travaux qui doivent être lancés entrent dans le cadre de la gestion en autorisations de programme et crédits de paiement. En 2005, le besoin de paiement est estimé à 339 000 € directement et entièrement financés par une subvention du budget principal. Une première dotation a été nécessaire en 2004, ouverte par décision modificative pour le financement d'un four à vapeur et de divers matériels de cuisine coûtant 52 000 €.

En 2005, on constate des écritures d'ordre pour un montant de 7 410 €. Il s'agit de l'amortissement du matériel acquis en 2004 et de la reprise, dans la section de fonctionnement, des subventions reçues du budget principal. La section de fonctionnement de ce budget annexe ne dégageant aucun autofinancement.

Budget primitif 2005 - budget annexe du restaurant - investissement (en €) - tableau n° 3

Libellé	Dépenses	Recettes	Charge nette
Périmètre PPI	339 000,00	0,00	339 000,00
chapitre 20 : frais d'études	50 000,00		50 000,00
chapitre 21 : acquisitions de matériels culinaires	289 000,00		289 000,00
Mouvements financiers	7 410,00	346 410,00	- 339 000,00
mouvements réels	0,00	339 000,00	- 339 000,00
subvention du budget principal		339 000 000	- 339 000,00
mouvements d'ordre	7 410,00	7 410,00	0,00
dotations aux amortissements des biens		7 410,00	- 7 410,00
dotations aux amortissements des subventions	7 410,00		7 410,00
total de la section d'investissement	346 410,00	346 410,00	0,00

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Approuve le budget primitif 2005 du budget annexe du restaurant communautaire arrêté, en dépenses et en recettes, à 2 577 820 €.

2° - Confirme que, pendant l'année 2005, l'ensemble des dispositions prises par l'Etat en matière salariale s'étendra immédiatement aux agents communautaires.

3° - Précise qu'à l'égard du comptable, les crédits sont exécutoires par monsieur le trésorier de la Communauté urbaine, pour leurs montants inscrits en fonctionnement par chapitres globalisés et comptes à deux chiffres tels que définis par l'instruction M 14.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,